

Contre l'extrême droite et les politiques libérales

La riposte commence le 1^{er} Mai

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 27 / 04 / 2017

Macron et Le Pen au second tour, c'est un résultat terrible pour les classes populaires. Macron est l'héritier direct de la politique libérale des gouvernements Hollande, le roi de la précarité, de l'uberisation. Le Pen est un danger mortel pour les libertés démocratiques, pour les populations d'origine immigrée et, de manière générale, contre tous les acquis sociaux.

Dimanche 7 mai, beaucoup voudront faire barrage au FN en votant Macron, nous le comprenons. Mais ce sont bien les politiques d'austérité et sécuritaires, en particulier quand c'est la prétendue gauche de gouvernement qui les a portées, qui sont la cause de la montée du FN. Macron n'est pas un rempart contre le FN. Pour faire reculer durablement ce péril, il n'y a pas d'autre solution que de reprendre la rue, comme la jeunesse l'avait fait en 2002, comme nous l'avons fait l'an dernier contre la loi travail.

Reconstruire une perspective politique pour les exploités

Les partis au pouvoir depuis 60 ans, PS et Républicains, sont éliminés du second tour. C'est le signe d'une grande crise politique, du ras-le-bol de la population pour les politiques menées depuis des dizaines d'années, du ras-le-bol face au chômage, à la pauvreté, etc... Mais ces déconfitures ne profitent malheureusement pas à une gauche plus combative, elles profitent à Le Pen et Macron, des candidats qui n'ont rien de bon pour les classes populaires.

Le score de Philippe Poutou, notre candidat, est faible, avec 1,10% et 400 000 voix. C'est justement le reflet des difficultés des classes populaires à défendre leurs intérêts et à remettre en cause le système. Plus globalement, la gauche sort en grande faiblesse de cette élection, avec moins de 30% des voix. C'est fondamentalement le résultat de la politique du PS au pouvoir.

Mais nous sommes fiers d'avoir bousculé la campagne en démasquant le FN, Fillon et Macron, en montrant que les exploités avaient quelque chose à dire dans cette campagne.

Tous ces éléments montrent l'importance et l'urgence de reconstruire un parti pour les exploités. Nous avons besoin d'un parti qui représente nos intérêts, un outil pour nos luttes quotidiennes, pour en finir avec le système capitaliste, pour porter le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions.

Cette bataille-là, ni Hamon ni Mélenchon n'ont voulu la mener dans cette élection ; l'un ne voulant

rompre ni avec les institutions de la 5^{ème} république et les traités de l'Union européenne, ni avec le PS, l'autre reprenant à son compte les drapeaux français et les « Vive la France » comme symbole de son aspiration à travailler à l'intérieur du système.

L'heure est à la mobilisation

Nous souhaitons que, comme en 2002, des manifestations soient organisées contre le FN. La solidarité militante est la meilleure façon de faire reculer ce parti. Mais nous voulons aussi préparer les mobilisations nécessaires contre la future politique de Macron, qui a d'ores et déjà promis de casser le code du travail par ordonnances, c'est-à-dire sans passer par le Parlement. Une sorte de 49-3 permanent ! C'est cela que nous voulons construire, dans les quartiers populaires, dans les entreprises, dans les mobilisations, dans l'action quotidienne.

La manifestation du 1^{er} Mai sera la première échéance qui va dans ce sens : nous devons y être très nombreux pour commencer à construire la riposte. A l'issue de ce premier tour, l'avenir reste bien à la contestation de ce système, toutes et tous ensemble.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook ...



LE SALAIRE DE GHOSN «SACRIFIÉ» POUR L'EXEMPLE

Face aux polémiques récurrentes sur le « salaire » de Carlos Ghosn, le conseil d'administration de Renault a pris les devants. Sa rémunération passe de 7,25 millions d'€ à 7,06 millions, dont 4,35 millions d'actions de performance. Mais pas de panique : la revente de ces actions peut rapporter gros, comme en décembre dernier (6,36 millions de plus-value). Et grâce à son triple salaire de PDG (Renault-Nissan-Mitsubishi), finies les fins de mois ne difficiles !

IL Y A TOUJOURS PLUS MALHEUREUX QUE SOI

La distribution des augmentations touche à sa fin. La « modération salariale » imposée par l'accord de compétitivité est bien verrouillée grâce aux « kits managers ». Il ne reste que des miettes, distribuées « à la tête du client ». Finies les AGS...mais la direction espère que les moins « performants » qui auront zéro augmentation se consoleront en apprenant que la rémunération totale de Ghosn a baissé de 2,6%.

LES GM&S EN LUTTE POUR LEUR EMPLOI

En bleu de travail, 160 salariés de GM&S (fabrication de pièces pour Renault et PSA) à La Souterraine (Creuse) ont manifesté le 19 avril sur les Champs Elysées devant les showrooms de Renault et PSA. Leur usine, placée en redressement judiciaire jusqu'au 23 mai suite aux réductions de commandes des deux donneurs d'ordre, menace de fermer. Après avoir coupé la circulation autour de l'Arc de triomphe, ils ont bloqué les accès des camions à PSA Poissy. Sur leur dossard : "la casse d'une entreprise planifiée". Une preuve de plus de la nécessité de réquisitionner les groupes constructeurs pour bâtir un grand secteur automobile public (constructeurs, sous-traitants et équipementiers) qui préserve les emplois et planifie la production en fonction des besoins sociaux et non des profits capitalistes.

PRESTATAIRES : « CA VA PAS LE FAIRE ... »

Pour compenser les trop nombreux départs, la direction en est réduite à faire exploser le compteur du nombre de prestataires. La plupart reçoivent directement des ordres des managers ; parfois même, ce sont des prestataires qui encadrent du personnel Renault. Pas simple d'éviter le « délit de marchandage » ! A moins d'embaucher tous les prestataires qui le souhaitent ...

UN ACCORD ANTI-CHÔMEURS, PAS ANTI- CHOMAGE

Dans le brouhaha électoral, tous les syndicats, à l'exception de la CGT, viennent de signer un accord avec le MEDEF. Résultat : une réduction de l'indemnisation des chômeurs de 900 millions d'euros. Parmi les victimes de cet accord honteux, les travailleurs précaires, exerçant une activité réduite. Des salariés en CDD, en intérim ou à temps partiel, payés au SMIC, pourront perdre jusqu'à 200 € par mois. Les plus de 50 ans, qui bénéficiaient de 36 mois d'indemnisation au lieu de 24, pour prendre en compte leur difficulté à retrouver un emploi, devront désormais atteindre 55 ans. De 50 à 52 ans, ils perdront 12 mois de droits et de 52 à 55 ans, ils en perdront 6. Pour le négociateur FO, le « compromis » était indispensable pour que « les partenaires sociaux démontrent qu'ils savent réformer et gérer ». La porte-parole de la CFDT y a même vu « un accord équilibré ». Et tant pis si cela se fait sur le dos des plus précaires et des plus âgés !

DES MILLIARDS PLANQUES PAR LES BANQUES

Il y a des lustres que les chefs d'Etat ont juré d'en finir avec les paradis fiscaux. Il y a un an, l'affaire «Panama Papers» montrait déjà qu'il n'en était rien. Les banques européennes réalisent un quart de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux (source Oxfam). En 2015, la Société Générale a engrangé 57 milliards de bénéfices à Singapour sans payer un sou d'impôt. Priver l'Etat de milliards de recettes fiscales qui seraient si utiles pour les services publics, c'est du vol d'argent public. Pour mettre le secteur bancaire hors d'état de nuire, une seule solution : le nationaliser sans indemnités, sous contrôle des salariés et des usagers. Cette «socialisation» intégrale permettrait d'agir au service des besoins de la population.

MACRON CHOUCHOU DES PATRONS ET BANQUIERS

Emmanuel Macron a fait sa carrière de banquier d'affaires chez Rothschild & Co avant de se lancer dans la politique. Soutenu par le PS, LR et Pierre Gattaz, patron du MEDEF, il se voit déjà président et a annoncé la couleur : pour casser le code du travail, il gouvernera par ordonnances. Ceci permettra aux patrons d'aggraver encore plus nos conditions de vie et de travail, déjà bien attaquées par les accords Renault de compétitivité. Au lendemain du 1^{er} tour, les titres des banques ont bondi de 8% à la bourse de Paris. Mais rien à attendre non plus de la milliardaire raciste Le Pen. Le Pen ou Macron, il faudra s'exprimer dans la rue pour se défendre.



EMISSIONS POLLUANTES : ET DE QUATRE !

Après Volkswagen, Renault et Fiat-Chrysler, PSA est à son tour suspecté dans les affaires d'émissions polluantes de moteurs diesel. PSA est mis en cause pour "tromperie sur la qualité substantielle et les contrôles effectués avec cette circonstance que les faits ont eu pour conséquence de rendre les marchandises dangereuses pour la santé de l'homme ou de l'animal". La triche concerne plusieurs constructeurs, donc l'industrie auto dans son ensemble. Au-delà des procédures judiciaires en cours, c'est le procès de la recherche du profit à tout prix, c'est-à-dire du capitalisme, qu'il faut instruire.

GREVE GENERALE EN GUYANE : PREMIERE VICTOIRE

Après un mois de lutte, 90% des revendications ont été satisfaites, pour un total d'un milliard d'€ plus 2,2 milliards d'engagements de l'Etat. 400 000 hectares ont été rétrocédés aux amérindiens. Des états généraux recenseront l'ensemble des besoins sanitaires, éducatifs, énergétiques et d'infrastructures. Le collectif de lutte guyanais reste mobilisé pour veiller au respect des engagements de l'Etat français. La preuve que la lutte résolue, ça paie !

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt

27 avril 2017